

Integration

No. 007

A VOTRE SERVICE

GRATUIT

CAMEROUN

PRÉSIDENTIELLES DE

2011

ET

SI

C'ÉTAIT

• • •

CHANTAL ?



R

ET SI C'ÉTAIT CHANTAL ?

Candidat ou pas à la présidentielle de l'an prochain, Paul Biya reste maître du jeu. Sa femme est son pion le plus sûr.

On n'attendait pas Paul Biya jouer un rôle autre que celui là. A se complaire au silence à moins d'un an de la prochaine élection. Laissant la charge aux siens, aux opposants, à l'opinion internationale de jouer aux devinettes : l'homme du 6 novembre sera-t-il candidat à sa propre succession sur ce trône qu'il tient des mains de Ahmadou Ahidjo depuis 28 ans ?

Constitutionnellement, il est à la page depuis sa réussite du tour de force menant à la révision-une de plus- de la constitution. Paul Biya prendra aussi pour atout ce tas de lettres initiées par des militants de son parti, le Rassemblement Démocratique du Peuple Camerounais (RDPC), lui conférant le titre de « *candidat naturel* ».

« *Hello, l'Homme Lion !* »

Pour des observateurs avertis de la scène politique camerounaise, le suspense a de fortes chances, dans de brefs délais, de pointer son nez au bout du tunnel. New York où il arrive pour prendre part à la soixante-cinquième Assemblée Générale de l'ONU, est vraisemblablement le lieu où Paul Biya a choisi de se prononcer sur ses intentions concernant la présidentielle de l'an prochain. Plus que les autres fois, le président

camerounais n'aura pas à avoir du mal à justifier le prolongement de son séjour dans « la capitale du monde » après les travaux de l'ONU. Car officiellement, le Cameroun se servira, à une date qui restait encore à indiquer au moment où nous mettions sous presse, de l'esplanade

délivrée devant ses compatriotes de la diaspora et des personnalités du monde politique que le fondateur du RDPC étalera sans doute ses cartes sur la table.

Un hasard ce choix de l'esplanade de l'ONU ? Plutôt un coup bien calculé par un président camer-

président et vice-président de la Cameroon Conference Diaspora (CAMDIAC), avaient déposé une pétition à l'ONU « *en vue de l'institution d'une Commission d'enquête internationale chargée d'établir les faits et les circonstances des massacres des populations civiles survenus du 25 au 28 Février 2008 au Cameroun.* » Ladite pétition veut pointer du doigt Paul Biya d'être le commanditaire de ce que à la CAMDIAC on dénonce de crime contre l'humanité et dont on demande de la punition à sa mesure. La descente musclée des militaires dans les rues de Douala où les populations manifestaient leur mécontentement face à la flambée des prix des produits de première nécessité avait en effet fait des morts par centaines.

Toujours est-il que Paul Biya reste un homme dont la démarche de modifier la constitution qui pourrait lui assurer une présidence à vie, n'a pas seulement été décriée à l'intérieur du pays. Le gouvernement américain par exemple ne s'est pas encombré de fioritures pour crier haro. La France qui crie à qui veut l'entendre que l'heure est à la fin de la Françafrique pourrait être un maillon important man-

quant à Paul Biya dans cette aventure de tripatouillage des textes. Par-dessus le marché, l'homme n'est plus tout à fait bon pied bon œil à cause du poids de l'âge.

Alors bonjour la surprise ? Paul Biya va-t-il se plier au jeu démocratique comme beaucoup l'attendent de lui ? Sur l'espace mythique de l'esplanade de l'ONU, le président camerounais prendra-t-il la communauté internationale à témoin pour signer sa sortie de la politique ? En effet, ça ne serait pas une nouveauté de voir Paul Biya prendre à contre pied ses partisans les plus zélés. Qui ne se souviennent de cette marche, en 1990, initiée par l'ancien Délégué du gouvernement auprès de la communauté urbaine de Yaoundé, Basile Emah et d'autres dignitaires du régime qui clamaient « non au multipartisme anticipé. » Tandis que ces militants convaincus se frottaient les mains d'avoir accompli un travail de charme, Paul Biya s'installait devant les micros de la radio et télévision nationale pour appeler les camerounais à créer des partis politiques opposés au sien né des cendres de l'Union Nationale Camerounaise (UNC) de Ahmadou Ahidjo qui pendant 25 ans fit main basse sur le



Le Couple présidentiel Camerounais

du siège de l'ONU pour clôturer les festivités marquant le cinquantenaire de son indépendance dont le coup d'envoi était parti le 20 mai dernier à Yaoundé. Et Paul Biya est annoncé assister et prononcer un discours à cette occasion. C'est au cours de cette allocution

camerounais tenant à défier des adversaires politiques, à rassurer ses partisans qu'il est inébranlable, que son aura est sauf aux yeux de la communauté internationale. Car l'on se souvient que le 28 Avril dernier, Célestin Bedzigue et Howard Njock, respectivement

L'ÉVÉNEMENT

Cameroun. Vingt ans après, le geste de s'être plié à la démocratie, vaut encore des points à Paul Biya.

La dictature fut le socle du règne d'Ahmadou Ahidjo. Et ce Peuhl était détesté-quoique craint- pour sa poigne de fer qui a emporté de nombreuses vies. Mais depuis qu'il avait décidé de démissionner de ses fonctions de président de la république unie du Cameroun le 6 novembre 1982, il semble bénéficier de la grâce, voire de la clémence aux yeux de certains camerounais. Aucun sondage honnête n'ira à donner plus de sympathie de la part des camerounais à Paul Biya de l'heure actuelle qu'à Ahmadou Ahidjo des derniers jours de règne. Même effet causant les mêmes conséquences, la sortie de scène volontaire de « l'homme lion » sera pour le grandir.

Bye-bye Paul Biya, alors qui ?

Au point où nous en sommes, plusieurs partis de l'opposition ont déjà fait savoir leur intention d'aller à l'élection de l'an prochain. D'ici là, nous compterons sans doute de nouvelles candidatures de cette opposition qui au reste, ne respectera que sa tradition d'accourir aux urnes en rangs dispersés. Elle doit aussi fait face à ELECAM, la nouvelle machine d'organisation des élections qui n'a pourtant rien à admirer aux autres qui par le passé, ont toléré des fraudes odieuses qui ont maintenu Paul Biya à la tête du pays. Mais cette année, l'opposition pourrait arriver avec, non seulement des visages frais et pétris de notoriété, mais aussi un soutien plus perceptibles de l'opinion internationale qui

veut voir l'Afrique défaits d'« hommes forts », une race de dictateurs s'enrichissant incroyablement tandis que le peuple croule dans la misère de plus en plus. La réalité actuelle veut que l'on admette aussi que l'opposition camerounaise n'est pas to-

serrées mais sourdes battent déjà le plein chez des dignitaires du RDPC. Ces derniers sont aussi conscients du clash qui les attend au virage, venant de la clic des héritiers constitutionnels et de vieux routiers du gouvernement.



Le sourire de la première dame

talement présente sur le terrain.

Et du coup, le rêve est permis ailleurs. « **Dans le contexte actuel, le rêve est permis ; c'est normal que ceux qui pensent avoir une étoffe de président de la République et qui sont dans le RDPC, expriment des démanagements pour le pouvoir. Le chef de l'Etat Paul Biya n'étant pas immortel, ils savent que le destin peut leur accorder ses faveurs à tout moment.** » Une source non qui a requis l'anonymat compte tenu de sa proximité avec le pouvoir de Yaoundé, a déclaré au journal La Messager du mardi 24 Aout dernier. A en croire certains observateurs, des batailles

Depuis qu'il survécu à un coup d'Etat, le 6 Avril 1984, Paul Biya a prit la précaution de s'entourer d'ethno-fascistes notoires pour redéfinir la gestion du pouvoir au Cameroun. Cette clic mettra alors sur pied une stratégie visant à vilipender les camerounais de tous horizons, du moment où ils venaient à prendre du poids au niveau de l'opinion. Cynique, le chef d'Etat Camerounais, hors de portée dans son cocon, a toujours laissé libre court à une guerre fratricide et permanente dans les arcanes du pouvoir. Et ceux de ces « guerriers » qui n'ont succombé aux « réalités biologiques », pour reprendre un terme cher à

Raoul Castro de Cuba, ne sont pas moins des zombies politiques, mieux des marionnettes entre les mains de Paul Biya. Et comme s'il n'était assez confortable dans cette situation, Paul Biya a mis en marche l'Opération Epervier, qu'il définit comme un instrument d'assainissement des mœurs dans la gestion des fonds publiques, mais que des observateurs avertis qualifient d'« épuration politique ». Paul Biya est un homme qui ne souffre d'aucune contestation dans son camp. Autrement dit, même s'il lui venait l'idée de s'asseoir sur le banc de touche, Paul Biya reste l'homme par qui doit venir le nom du dauphin.

Et si c'était donc Chantal son épouse ?

Aux yeux d'observateurs avertis, il n'y a aucune autre figure imposante dans l'entourage de Paul Biya que sa femme. Même pendant des cérémonies et visites officielles, elle émerge comme la personne mise aux devants de plus en plus. Même si elle n'a référence autres à brandir que ses titres de présidente fondatrice de Synergie Africaine et d'ambassadeur de bonne volonté de l'UNESCO, autant que son mari, Chantal Biya ne souffre d'aucune contestation dans le gouvernement comme au sein de RDPC. Quant aux masses, affaiblis par la pauvreté, elles dépendent des prébendes. En s'illustrant de temps en temps comme une âme charitable auprès de ces masses que le régime de son mari a mis à la merci de la misère, Chantal Biya a forcément trouvé une voix de contrôler le pouvoir. La jeunesse et un carnet d'adresse étoffé peu-

vent s'ajouter à ses atouts.

D'ailleurs, certains camerounais occupant pour tant des postes dans le gouvernement et la haute administration appellent l'épouse de Paul Biya, madame la Présidente. Et d'autres d'avancer : « être président de la république ne demande pas nécessairement avoir de gros diplômes. Quand on est président on s'entoure de personnes compétentes qui exécutent votre vision ». Sans commentaires. A observer de très près, des femmes affichant un profil respectables font désormais partie de sa compagnie. Tandis que insidieusement dans la machine gouvernemento-administrative, Paul Biya injecte des hommes dévoués à sa femme.

La réalité c'est que Paul Biya n'est pas dupe. Il sait que son système l'a érigé en bouc émissaire aux yeux des camerounais. S'il n'est obligé de rester à vie au pouvoir, il ne pourra prendre la porte de sortie que s'étant assuré d'avoir protégé ses arrières. Sur ce plan, Chantal Biya bat quiconque n'est pas son mari. Elle semble ne pas se désintéresser à assumer l'héritage du clan.

Reste à voir comment Paul Biya peut mettre son plan en marche. Peut-être en commençant par des élections primaires au sein du RDPC. Elections que gagnerait largement sa femme en face de candidats se réclamant l'un, de l'aile révolutionnaire du parti, et l'autre un cacique ultra conservateur.

Célestin Ngoa Balla

Banditisme

95 ANS DE PRISON POUR UN SENEGALAIS

Arrêté après quatre ans de cabale. L'affaire ne fait que commencer pour lui.

Ibrahima Sarr, un sénégalais de 32 ans vient d'être condamné à 95 ans de prison ferme par le tribunal de Norfolk en Virginie, pour fraude bancaire et vol aggravé. Entre les années 2005 et 2006, aidé par quatre complices, Ibrahima Sarr s'adonnait au vol de chèques pour soutirer l'argent dans des banques américaines. Un des membres de la bande travaillait au très sélect Hôtel Comfort Inn à Virginia Beach Oceanfront. Il avait réussi à dérober 80 cartes de crédit à des clients de l'hôtel. Ibrahima Sarr se servait des numéros de ces cartes de crédit volées pour fabriquer de fausses cartes portant les noms de ses quatre complices.

C'est depuis le 13 octobre 2005 que la police américaine se met aux trousse de la bande à Ibrahima Sarr, alias Ibou Laye. Ce jour là, ils avaient tenté de retirer un chèque de 187.200 dollars à la Banque de Virginia Beach. Les quatre complices de Ibrahima Sarr seront ainsi interpellés et jugés. A en cro-

ire le FBI, ce n'est pas moins de \$200000 que cette bande avait déjà réussi à piller.

Alias Ibou Laye quant à lui fond dans la nature. Mais un mandat d'arrêt est

Ibrahima Sarr aura aggravé son cas en conduisant sans permis de conduire ni tout autre papier légal.

Conduit devant la cour de justice du district Est de

vie. Le sénégalais n'aura pas la clémence de la juge Rebecca Beach, qui confirme les 95 années de sentence quand, le 27 avril, il lui revient de prononcer la sentence dont la publication sera faite par le procureur des Etats-Unis pour le district de Virginie, Neil MacBride le 14 juin.

Mais pour alias Ibou Laye, l'affaire est loin d'être bouclée. « *C'est la peine qui sanctionne le délit évoqué. Mais il n'y a pas encore de jugement final. J'ai commis deux avocats pour ma défense. Il n'y a aucune preuve formelle contre moi* », a-t-il récemment affirmé à un journal sénégalais. A l'en croire, il n'est que la victime d'un ivoirien qui avait juré avoir sa peau. « Quand on l'a arrêté, alors qu'il voulait retirer le chèque, il m'a injustement chargé. Mais moi, je ne suis pas impliqué dans cette affaire. D'ailleurs, ils n'ont aucune preuve contre moi. Je vais me battre

jusqu'au bout, parce que j'ai été injustement chargé et incarcéré », explique alias Ibou Laye.

A en croire la presse sénégalaise, l'épouse de Ibrahima Sarr a quitté le sol américain depuis l'éviction de son mari. Elle vit actuellement à Dakar où « elle mène grand train dans les milieux huppés de la capitale, en plus d'être adepte de la jet-set ». Ibrahima Sarr a révélé à la presse qu'il est celui qui a demandé à sa femme de regagner le bercail. « J'ai beaucoup d'ennemis. Et je suis sûr que ce sont eux qui ont donné le nom de ma femme, alors qu'elle n'est mêlée ni de près, ni de loin à cette affaire. Son nom a été diffusé dans le but de me nuire. Si je lui ai demandé de rentrer au Sénégal, c'est tout simplement parce qu'elle n'avait rien à faire ici ». Parole de malfrat.

Franck Felix Gutenberg

France: Des Camerounaises suspectées de fraude aux allocations

Par: Idriss Linge (Journal du Cameroun)

Elles seraient complices d'un Sénégalais interpellé pour fausse déclaration de paternité

L'information est rapportée par le site internet de la première chaîne de télévision française TF1. Ces femmes ont été mises en cause, suite à une enquête conduite par la direction du renseignement de la préfecture de police (DRPP), qui a procédé à l'interpellation d'un homme d'origine sénégalaise qui aurait avoué avoir rédigé plusieurs dizaines de reconnaissances de paternité permettant aux mères d'enfants d'obtenir des titres de séjour. Il aurait rencontré

ces femmes dans la rue, dans des établissements nocturnes ou bien à l'occasion de retours dans son pays d'origine. Au total, l'homme est suspecté d'avoir fait 55 déclarations frauduleuses de paternité pour permettre à des femmes d'obtenir des titres de séjour, a-t-on appris mercredi. Les enquêteurs auraient été alertés fin décembre 2009 sur cinq reconnaissances d'enfants jugées suspectes. Lors d'une perquisition au domicile de l'individu, les policiers ont découvert des documents établissant la domiciliation d'une cinquantaine de personnes à cette même adresse. Lors de sa garde à vue, le suspect a reconnu avoir fait plusieurs

KANSAS CITY UN ÉTUDIANT NIGÉRIAN TUÉ

A en croire une information relate par le journal African Abroad du 15 Août, le corps sans vie d'un étudiant nigérian a été retrouvé récemment dans le parc automobile d'un Mc Donald dans la ville de Kansas City dans le Missouri. African Abroad indique que Olawale Oladimeji Oladipo, 25 ans, aura été descendu à coup de fusil par un individu non identifié et qui court toujours. Olawale était à

deux semestres d'empocher son bachelors en économie à l'université de Kansas City. Les proches et amis décrivent Olawale comme un chrétien convaincu et un patriote qui entendait retourner au Nigeria natal à la fin de ses études. La police poursuit toujours les enquêtes sur le motif et les circonstances de cet assassinat d'une valeur sûre de la diaspora africaine aux USA.

lancé contre lui. Et au bout de quatre ans, le malfaiteur sénégalais tombe dans les filets de la police à New York pendant un contrôle de la police. En plus des charges qui pesaient déjà sur lui,

Virginie le 14 janvier dernier, Alias Ibou sera condamné à 95 ans de prison ferme et devra être rapatrié au Sénégal à l'issue de sa peine d'emprisonnement, à supposer qu'il soit encore en

dizaines de reconnaissances de paternité, moyennant la somme de 150 à 200 euros par personne. Il établissait le contact avec les mères sur la voie publique, en boîte de nuit ou directement en Afrique, peut-on lire sur le site TF1.fr. Pour l'heure, 42 mères seulement auraient été repérées. Selon la police française, toutes dont les identités n'ont pas été diffusées sont africaines essentiellement originaire du Cameroun et âgées entre 25 et 50 ans. Sur les 17 entendues, seule l'une d'elle a reconnu avoir versé de l'argent, toutes les autres affirmant que l'homme est bien le père biologique de leur enfant.

Les autres mères sont toujours recherchées alors qu'on ignore encore quel sort la justice française va réserver aux mamans complices. Le Sénégalais âgé de

54 ans a été mis en examen ce mercredi 8 septembre 2010, pour déclaration frauduleuse de paternité, aide au séjour et complicité d'obtention indu de documents administratifs. La police française a estimé le montant global de la fraude présumée à un million d'euros. L'affaire risque de faire un grand boum, dans un contexte où le gouvernement français était sévèrement critiqué en raison de sa politique d'expulsion des Roms vers leur pays d'origine. Cette affaire de fausse déclaration de paternité devrait aider à justifier la politique de l'immigration sélective prônée par le gouvernement Sarkozy. Au mois de juin dernier un Français d'origine maghrébine, du nom de Lies Hebbadj qui était soupçonné de polygamie avait été mis en examen pour

fraude aux prestations sociales, escroquerie et travail dissimulé. On lui reprochait la déclaration de paternité pour 17 enfants. De nombreuses analyses du dossier ont laissé croire que c'est plus en raison de son origine que l'affaire avait fait grand bruit. Selon les statistiques de la Caisse nationale des allocations familiales (CNAF) dévoilées en avril dernier, la fraude délibérée aux allocations familiales en France représenterait à peine 0,15% du total des sommes versées aux bénéficiaires annuellement. Une grosse partie des fraudes serait le fait des entreprises. La décision des autorités françaises reste attendue dans cette affaire qui devrait certainement alimenter les conversations et les colonnes des médias.

COMMUNAUTE

ONU

LE CAMEROUN PRESIDE LA 65^e ASSEMBLEE GENERALE

Le Représentant permanent du Cameroun auprès des Nations Unies, M. Tommo Monthe, est celui qui présidera la soixante-cinquième session de l'Assemblée Générale de l'ONU qui s'ouvre le 14 septembre à New York. Il a été élu par plébiscite le 27 Aout dernier.

En fait pour ce fils de Bana,

c'est une habitude d'avoir à gérer des mandats à l'ONU. Avant sa nomination en 2008 comme Ministre plénipotentiaire en charge de représenter le Cameroun auprès de l'ONU, il était Vice-Président du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires des Nations Unies (CCQAB). M. Monthe a présidé le Groupe

africain d'experts, ainsi que le Comité permanent du Conseil des Nations Unies pour la Namibie, de 1981 jusqu'à l'indépendance du territoire en 1990. Il a présidé la Cinquième Commission (chargée des questions administratives et budgétaires) à la quarantième session de l'Assemblée générale de l'ONU en 1985. Tommo Monthe a également présidé, à quatre reprises, le Comité du Programme et de la Coordination (CPC) et coprésidé avec le Secrétaire général des Nations Unies des réunions communes CPC/CAC.

Tommo Monthe qui débute sa carrière comme Chef du Service des affaires consulaires à la Direction du Proto-

cole et des traités est également reconnu avoir mené diverses missions pour le compte du Cameroun ou de l'ONU, dans de nombreux pays et auprès d'instances internationales comme l'Organisation des Nations Unies pour l'agriculture et l'alimentation (FAO), le Bureau international du Travail (BIT), l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO) et la Communauté économique européenne (CEE). Diplomate depuis 1977, M. Monthe a travaillé à la Mission permanente du Cameroun auprès des Nations Unies jusqu'en 1989, son dernier poste ayant été celui de Premier Conseiller. Il était aussi, en 1989 et 1990, Conseiller

technique auprès du Ministre des relations extérieures. de 1990 à 1992, M. Monthe était Chargé de mission à la Division diplomatique du Secrétariat général de la Présidence de la République du Cameroun. de 1996 à 2004, il était Inspecteur général au Ministère des relations extérieures du Cameroun, où il occupait antérieurement le poste de Secrétaire général, de 1992 à 1995. En 2004 et 2005, Tommo Monthe a occupé le poste de Conseiller spécial du Président de la cinquante-neuvième session de l'Assemblée générale de l'ONU.

Franck Felix Gutenberg

Originalite

LE BARBECUE QUI MET LES CAMEROUNAIS D'ACCORD

Une idée de l'association Les Amis Sincères. Jusqu'à quand ?

Pour le président de L'association des Amis Sincères, cela ne fait aucun doute. Le barbecue que son association a offert le 17 aout dernier dans un des parcs du Bronx, fut un succès inattendu. « *Plus de 150 personnes se sont pointées malgré la pluie qui n'était pourtant pas la pour arranger les choses* », indique-t-il. Partez déjà sur le fait que c'est quasiment sous l'improvisation que l'idée est née. « *Au courant de l'année, nous n'avons pu être chez tous les membres* », explique Djomo qui continue : « *pour satisfaire ceux qui n'ont pas eut l'honneur de nous accueillir, nous avons débloqué des fonds pour leur permettre de se mettre ensemble dans un lieu neutre. Ils ont eut l'idée d'organiser ce barbecue. Pour que la fête soit plus belle, nous avons dé-*

cidé d'inviter tout le reste de la communauté camerounaise ».

A 15 heures, le parc était prit d'assaut. Un groupe de femmes expertes étaient aux fours. Self service parfois sur la table. Tout aurait été plus gai encore si DJ Imothep s'était pointé avec sa musique. Mais fi. L'ambiance était bon enfant entre des gens se partageant des blagues et des commentaires sur le football et la politique du Cameroun.

Et si les camerounais de New York avaient déjà trouvé une occasion de fonder un rassemblement annuel digne de ce nom? En tout cas après ce coup d'essai réussi, Djomo entend pérenniser cet événement. « *Nous allons organiser un autre barbecue l'année prochaine ainsi que les années qui vont suivre* », a dit le président des Amis Sincères qui

d'ailleurs donne déjà rendez-vous le 31 décembre pour un grand bal du nouvel an.

C'est dans le souci de se sentir soudé comme en famille que Djomo dit avoir pensé à lancer l'idée de la création des Amis sincères. « *J'ai appelé certains amis et nous avons mieux murit et lancé l'idée ensemble* ». Djomo se fait le point d'honneur d'être à la tête d'une des très rares associations multi-ethniques. « *En plus nous avons une malienne et une guinéenne comme membres* », clame-t-il. Lorsque l'association nait en 2005, elle ne compte alors que une poignée de personnes. Cinq ans après, le chiffre des membres n'a pas changé.

A en croire Djomo, « *plus de trente personnes frappe actuellement à la porte* ». Mais aucune chance ne semble leur être accordé. « *Les*

seules personnes que nous pouvons enrôler doivent justifier le statut d'époux d'un membre ». C'est que Djomo dit tenir à la stricte discipline dans son association. Les personnes enrôlées sont celles qui se connaissent et se font confiance.

En fait, le propre des associations camerounaises à New York est de ne jamais durer. Des troubles dans la gestion des fonds et des comités exécutifs qui n'entendent pas toujours quitter les choses la fin du mandat venue. Conséquence, l'on compte rarement une association camerounaise à New York comptant une durée de vie de plus de deux ans.

Mais Amis Sincère s'entoure de tant de précautions pour ouvrir ses portes sans doute parceque on y brasse aussi de l'argent. Cette association a en effet

une tontine bimensuelle qui rapporte au bénéficiaire pas moins de 10000dollars. Le taux de versement par membre étant de 500 dollars. A l'origine il était de 300 dollars. A côté de la tontine, l'association se consacre à des aides bénéficiant à ceux de ses membres affligés par un malheur ou célébrant un événement.

Pour autant, l'on ne peut louper d'observer que l'association de Djomo compte des noms bien connus dans la communauté camerounaise comme avoir mit du grabuge dans plusieurs autres associations. Leur gestions des hommes et des fonds fait que certains les en veulent encore. C'est donc vrai qu'on ne se mange pas entre gros poissons ?

Franck Felix Gutenberg

ICI L'AMERIQUE

Cleveland

Obama Won't Yield on Bush Tax Cuts

Politically weakened but refusing to bend, President Barack Obama insisted Wednesday that Bush-era tax cuts be cut off for the wealthiest Americans, joining battle with Republicans — and some fellow Democrats — just two months before bruising midterm elections.

Singling out House GOP leader John Boehner in his home state, Obama delivered a searing attack on Republicans for advocating “the same philosophy that led to this mess in the first place: cut more taxes for millionaires and cut more rules for corporations.”

Obama rolled out a trio of new plans to help spur job growth and invigorate the sluggish national economic recovery. They would expand and permanently extend a research and development tax credit that lapsed in 2009, allow businesses to write off 100 percent of their investments in equipment and plants through 2011 and pump \$50 billion into highway, rail, airport and other infrastructure projects.

The package was assembled by the president's economic team after it became clear that the recovery was



Barack Obama

running out of steam. There was a political component, too: With Democrats in danger of losing control of the House in November, Obama is under heavy pressure to show voters that he and his party are ready to do more to get the economy moving and get millions of jobless Americans back to work.

However, none of Wednesday's proposals, nor Obama's call for allowing tax rates to rise for the wealthiest Americans, seems likely to be acted on by Congress before the elections, reflecting the battering Obama and congressional Democrats have taken in public opinion polls.

Obama made one of his strongest appeals yet to allow the tax cuts passed under President George W. Bush — in 2001 and 2003 — to

expire at the end of the year on schedule, but just for individuals earning more than \$200,000 annually or joint filers earning over \$250,000. The changes would affect dividend and capital gains rates and various other tax benefits as well as income from wages and salaries.

The president's strategy — pushing for legislation to save some tax cuts but not all — carries its own risks. Since all the tax breaks would expire automatically at the end of the year if Congress failed to act, that could result in sweeping increases for taxpayers at every income level — a major blow to recovery hopes and a colossal dose of blame for voters to parcel out to lawmakers and the White House.

Some influential Democrats, and Obama's own former budget director, Peter Orszag, have suggested a compromise might be necessary — one to temporarily extend all the tax cuts, perhaps for a year or two — given the current election-year animosity between the two parties. But in his remarks in Cleveland, Obama strongly signaled he wasn't about to sign

off on any such deal.

“Let me be clear to Mr. Boehner and everyone else. We should not hold middle class tax cuts hostage any longer,” the president said. The administration “is ready this week to give tax cuts to every American making \$250,000 or less,” he said. It was a slight misstatement of his own position, since the \$250,000 would apply to household income. The threshold for individuals would be \$200,000.

White House officials said Cleveland was picked as the speech site expressly because Boehner, who probably would become House speaker if Republicans take back control of the chamber in November, laid out his party's economic agenda here in a fiery Aug. 24 speech.

At that time, the Ohio Republican called for Obama to fire key economic advisers and to support an extension of all the Bush tax cuts.

Julie Pace and Tom Raum **CNB**
AP

LES SUPERMARCHES LOUCHES DE NEW YORK

Selon un rapport du bureau des consommateurs publié le 18 Aout dernier, 52 pour cent des Super marchés de New York font dans l'escroquerie des consommateurs. Le jeu consiste précisément à omettre de coller les prix sur les produits, ne pas effectuer les déductions promises, entre autres. « *La complicité est incroyable* », s'est exclamé Jonathan Mintz, le chef du département des inspections. Pour la première descente sur le terrain, les inspecteurs ont colle 516 violations dont le chiffre des amendes a atteint plus de 380.000 dollars américains.

Comme on pouvait s'y attendre, les révélations des inspecteurs des prix new yorkais, ont des allures d'une pilule amère dans la gorge des abonnées des supermarchés. « *Je suis très déçu* », a tranché George Rondo, 77ans, dans les colonnes de amNew York du 19 Aout.

DON'T MISS ANOTHER ISSUE! SUBSCRIBE TODAY!

Contact us at:

2059 Mc Graw Ave Suite 12 E Bronx New York 10462

Tel: 646-796-8159/Fax: 347-281-4490

Integrationnews@hotmail.com

www.integrationnews.com

To ensure prompt delivery; please print the following information:

Name: _____

Address: _____

City: _____ State _____ Zip _____

Grande Soiree Africaine du Cinquantenaire
1960-2010
Africa is United on the Greatest Event of The Year from Unity to Hope

50 Year of
Independence Celebration
Presented By The African Leadership Counsel Inc.
LIVE IN STAGE WITH BAND
TALA ANDRE MARIE
Saturday Sept 25 2010
Time 8pm to 3am
Gate Fee \$25.00 With first Drink
VIP Available Just a Call

Place: James Varick Community Center
151 West 136 Street New York, NY 10030
Severvino: 917-349-7255 **TRAIN**
CONTACTS Bernard 917-292-1951 D. B. 2 & 3
Seya Calvin 347-623-3599
Djomadji Gervais: 347-772-7851

Abdoulaye Wade

L'ECHEC DU CALCULATEUR EN CHEF

Le président sénégalais se voyait déjà invité chez Obama. Sa tentative de faire oublier son passé n'a rien donné

Abdoulaye Wade voudrait nous faire prendre ceci pour un bon point par lui marqué : il est le seul président africain à avoir reçu solennellement et en main propre la résolution 4501/I sur l'Afrique adoptée le 1er juillet 2010 à l'unanimité de la Chambre des Représentants américains saluant le cinquantenaire de l'indépendance de 17 pays africains. Cette résolution vise concrètement à honorer la lutte menée par l'Afrique pour sa propre libération. Par ailleurs elle reconnaît l'importance stratégique de l'Afrique dans le nouveau contexte mondial et donc, invite fermement les Etats-Unis d'Amérique à prendre en compte cette nouvelle donne.

La cérémonie s'est déroulée le 20 juillet dernier au Congrès à Washington quand Abdoulaye Wade répondait à l'invitation de Bobby. L. RUSH, membre du Congrès américain et co-président du Caucus « Partenariat Africain pour le progrès économique ». A en croire la presse sénégalaise, « M. Bobby. L. RUSH qui a initié le texte de la résolution a précisé que le choix porté sur le Président de la République du Sénégal pour recevoir officiellement ce document s'explique par plusieurs facteurs notamment : la modernité de sa vision, l'importance de ses réalisations dans le domaine des infrastructures, ses efforts dans le cadre du renforcement de la démocratie et de la paix, de l'éducation et de la formation, de la lutte contre le VIH/SIDA, de la promotion de la jeunesse et de la parité, mais aussi par son leadership en Afrique et dans le monde matérialisé par son inlassable combat pour la résolution des conflits, l'intégration africaine et le partenariat mondial. »

En fait, le saut au Congrès américain venait signer

la fin de trois jours d'une visite commencée à Chicago le 19 juillet dernier. Invité par le Gouverneur de l'Etat de l'Illinois, M. Patt Quinn, Abdoulaye Wade devait prendre part au Forum des Affaires qui regroupait plus d'une centaine d'hommes d'affaires de Chicago et du Sénégal. Et le contraire aurait surpris que le président sénégalais ne prononce d'allocution à cette occasion. Et croyez-vous que Wade



Abdoulaye Wade

pouvait dire autre chose que le Sénégal qu'il tient en main n'est pas une misère comme l'on croit ; et jouant comme d'habitude les panafricanistes, il dira que le continent est en voie de mutations et tient la reconnaissance des puissances dont les USA qui reconnaissent ouvertement désormais l'importance stratégique, humanitaire, économique et culturelle que revêt l'Afrique.

Abdoulaye Wade qui aura également un tête à tête avec le maire de Chicago Richard Daley en profitera pour signer deux protocoles d'accords. Le premier, entre le Gouvernement du Sénégal et l'Etat de l'Illinois dans le domaine agricole. Le deuxième entre le Gouvernement du Sénégal et le Groupe ABARIS CORNESTONE ENERGY (ACE) dans le domaine de l'Energie. L'on notera par ailleurs que en marge de sa visite à Chicago, le Chef de l'Etat séné-

galais a reçu en audience plusieurs personnalités illinoises du monde des affaires. Parmi lesquelles Quinton Primo, Président du Groupe Capri Capital qui gère les fonds de pension et est spécialisé dans l'immobilier entre autres secteurs d'investissement ; M Omer Ahmed, Président de Abaris Capital, un groupe spécialisé, entre autres, dans les investissements sur les sources alternatives d'énergies notamment le solaire. A l'issue de l'audience, un mémorandum d'intention pour la fourniture de centrales solaires au Sénégal a été signé avec comme mesure d'accompagnement, l'installation d'une centrale électrique (énergie fossile) de 65 MW destinée à palier les coupures d'électricité, en attendant l'exécution du programme solaire ; Mmes Theresa Clark, CEO, et Jacqueline Adams, Director of Communication de Africa.com, un site d'information internet ayant une grande audience au niveau international. Ce site qui fournit des informations sur l'Afrique : histoire, actualité, opportunités d'investissement, a pour ambition, de donner une image positive du Continent. L'audience a porté sur les possibilités de partenariat entre le Sénégal et Africa.com. Le Chef de l'Etat a, à cet effet, marqué son accord pour que la RTS puisse établir un partenariat avec cette structure ; M. Gleen TILTON, Chairman United Airlines, avec qui, il a discuté des points relatifs à la Nouvelle compagnie aérienne sénégalaise, à l'Aéroport Blaise Diagne, etc. La Compagnie United Airlines affrète près de 3300 vols par jour à travers le monde et emploie près de 46 000 personnes ; M. Scott CASE, CEO Malaria No More. Le Président de "Malaria No More", ONG très im-

pliquée dans l'éradication du paludisme en Afrique a, à cette occasion, reconnu les progrès impressionnants enregistrés en Afrique, au Sénégal en particulier, pour la réduction du fléau.

A tout bout de champs, Abdoulaye Wade magnifiait la coopération « *excellente entre les Etats-Unis et le Sénégal* » non sans souligner l'importance vitale des relations d'affaires comme source de prospérité et de croissance et exprimé sa satisfaction pour les retombées positives de cette visite. Au fait qui s'était attendu à le voir là et si heureux ?

L'on se souvient que le 28 mai dernier, le président sénégalais avait eu une réaction violente face à ce qu'il qualifia d'accusation de corruption de son gouvernement par l'ambassadrice américaine à Dakar, Mme Marcia Bernicat. « *La corruption, voire même la perception de la corruption, ainsi que les politiques exécutées de façon inefficace, peuvent facilement ruiner les efforts de développement, détourner les fonds des services de santé, d'éducation et d'autres services vitaux de la communauté, portant préjudice à ceux qui en ont le plus besoin* », pouvait-on lire dans la lettre de l'ambassadrice américaine qui fut reprise par de nombreux journaux sénégalais. Mme Marcia Bernicat faisait ces mises au point en perspective du financement américain en faveur du Sénégal par le biais du Millenium Challenge Corporation (MCC), qui prévoit d'octroyer au Sénégal quelque 540 millions de dollars (plus de 288,7 milliards au taux d'aujourd'hui) pour de grands projets d'infrastructures.

La sortie de Marcia Bernicat arrivait quelque temps après que un journaliste

américain du « *Business Insider* », avait lui aussi accusé de hautes autorités sénégalaises de pratiques de corruption. Et dans la foulée, il alla même jusqu'à citer nommément le fils du chef de l'Etat, Karim Wade, et d'autres personnalités proches de la présidence sénégalaise.

Le président sénégalais n'y verra rien d'autre que la volonté par les américains de nuire à la réputation de son pays dont il dit n'avoir jamais été taxé de corrompu par ses partenaires de l'Union Européenne, la Chine, l'Arabie Saoudite, entre autres. Mettant cette fois-ci de côté toute diplomatie, Abdoulaye Wade se laissa emporter par la colère devant Marcia Bernicat à qui il demanda de notifier de manière « officielle » ses récriminations au gouvernement américain et demander à Washington de retirer son aide au titre du MCC, s'il le souhaite.

La perspective de se voir dérouler, enfin, le tapis rouge à la Maison Blanche a fait fondre la colère de Abdoulaye Wade comme neige au soleil. Avant que Barack Obama ne choisisse de s'entretenir avec des jeunes africains actifs dans les affaires et la société civile, il avait d'abord marqué son intention de s'entourer des dirigeants africains pour célébrer avec eux le cinquantenaire des indépendances de 17 Etats africains. Ces sorties à Chicago et Washington du 19 au 21 juillet dernier n'étaient donc qu'une opération de charme pour démontrer qu'il avait enterré la hache de guerre ? Le président sénégalais semble donc avoir perdu son temps.

Celestin Ngoa Balla

L'INVITE



DANIEL MENGARA: Opposant gabonais

Intégration:

Dites-nous Daniel Mengara, est-ce un hasard que le même jour où dans votre pays le Gabon il se déroulait les festivités marquant le cinquantenaire de l'indépendance, vous étiez du côté de Washington(USA) à la tête d'un groupe de manifestants déchainés devant l'ambassade de France ?

Daniel Mengara:

Ce n'est point un hasard. En fait, il faut y voir la dichotomie qui existe aujourd'hui en Afrique entre ceux qui festoient sur la misère de leurs peuples, et les autres, c'est-à-dire ces peuples aux prises avec la souffrance et traumatisés par 50 années de dictatures. Voilà pourquoi justement notre manifestation avait pour thème l'enterrement de la Françafrique. Parce que nous savons la Françafrique responsable des maux de l'Afrique, nous avons voulu symboliquement enterrer ce système, et avec lui les dictatures que la France a aidé à ériger en terres africaines. Nous sommes fatigués d'enterrer les Africains morts des misères causées par

la Françafrique. Si les 50 années passées sous le joug de la Françafrique ont été 50 ans de deuils pour nous autres Africains, la génération que nous sommes aspire désormais à mieux. Nous voulons que les 50 années qui viennent soient des années d'éveil, de libération, mais aussi d'opportunités nouvelles pour l'Afrique.

Intégration:

Pourquoi devant l'ambassade de France et non celui du Gabon ?

Daniel Mengara:

Nous avons voulu aller à la source du problème. Personne n'ignore, et cela a largement été documenté par les médias français eux-mêmes, qu'Omar Bongo fut un agent des services secrets français qui avait été positionné par la Françafrique pour remplacer le Président Léon Mba, le vrai père de l'indépendance au Gabon, et ce au moment où celui-ci décéda dans des conditions douteuses à Paris en 1967. Il se trouve également que les Gabonais ont maintes fois vu des hommes politiques français venir au Gabon ou recevoir les

Bongo en France, sans jamais cacher leur intention de faire du Gabon la chasse gardée des Bongo, qui sont ainsi devenus les gardiens dynastiques d'un territoire français nommé Gabon, qui n'est ainsi indépendant que de nom. Il y a également les interventionnismes militaires français au Gabon. A chaque fois que les Gabonais se sont soulevés pour chasser du pouvoir Omar Bongo, ce sont les soldats français qui ont patrouillé les rues pour maintenir au pouvoir le dictateur contre la volonté du peuple. C'est justement contre ces pratiques -là que nous avons manifesté. Le Gabon n'est pas seul à subir cet état des choses. Au Togo, en Guinée, en Côte d'Ivoire, au Cameroun et un peu partout dans le monde anciennement colonisé par la France, c'est la même chose. Nous sommes fatigués de ce genre de paternalisme qui étouffe le continent et empêche la naissance de vrais états de droit, de démocratie et de progrès en Afrique. Nous ne voulons plus que la France vienne en terre africaine décider pour nous qui doit diriger nos pays.

Intégration:

Au fait croyez-vous avoir atteint votre objectif ?

Daniel Mengara:

Dans la mesure où les 50 ans passés sous le joug de la Françafrique se sont révélés être des années perdues pour l'Afrique, il a fallu entonner le chant, si je puis dire, de l'aspiration à une nouvelle indépendance pour le continent. Les générations africaines actuelles ne sont plus prêtes à laisser perdurer une situation qui risquerait de compromettre la destinée de l'Afrique pour les 50 prochaines années. Donc, si vous voulez, nous avons atteint notre objectif, celui qui consistait à dire à la France que les Africains sont fatigués. L'histoire se souviendra peut-être aussi que c'est le 17 août 2010 à Washington que des

Gabonais, Africains et amis de l'Afrique ont lancé le vaste mouvement interafricain qui, prenant essor dans la diaspora, aura mis à mal la Françafrique. Déjà, les fruits sont là : des Africains en Afrique, en Europe et aux Amériques s'apprêtent à manifester encore plus fort, et ceci simultanément dans de nombreux pays le 28 septembre prochain contre la Françafrique. Cette date symbole, par laquelle les Guinéens humilièrent De Gaulle en 1958 en votant « non » à son référendum portant création d'une Communauté Française qui allait maintenir le monde colonisé par la France sous joug néocolonial, fut, à mon sens, le vrai et seul point déclencheur des indépendances africaines. Mais cela n'a pas suffi. Nous devons donc en Afrique et dans les diasporas africaines raviver l'esprit des Guinéens de 1958 et revendiquer de nouvelles indépendances, celles-là mêmes qui débarrasseront l'Afrique de ses dictatures françafricaines.

Intégration:

Qu'entendez-vous par « papa j'ai grandi ? »

Daniel Mengara:

« Papa J'ai Grandi », c'est avant tout cette expression bien africaine par laquelle on désigne un pantalon devenu trop court pour un enfant qui a effectivement grandi. Utilisant ce symbole, j'ai décidé de lancer une initiative de rassemblement et de coordination des efforts des Africains engagés contre la Françafrique en mettant à leur disposition le site Internet « Papa J'ai Grandi », <http://www.papajairandi.org>, qui est un réseau de Blogs au travers duquel nous pourrions non seulement répertorier les diverses organisations et multitudes d'activistes qui travaillent dans ce sens, mais aussi leur permettre d'échanger, de collaborer et, donc, de mieux affiner leurs luttes et les rendre solidaires. « Papa J'ai Grandi

» c'est enfin, sur le plan symbolique, l'expression d'un ras-le-bol contre les complicités françaises et africaines qui, depuis les années soixante, complotent contre les peuples africains. En disant « Papa J'ai Grandi », nous disons à la France que nous sommes fatigués de son ingérence paternaliste en Afrique, que nous voulons couper le cordon ombilical et faire nous-mêmes nos destinées.

Intégration:

On se souvient que, en juin dernier, vous dirigiez une autre manifestation tour à tour devant le Département d'Etat américain et la maison Blanche. Au même motif de « papa j'ai grandi ? »

Daniel Mengara:

Non, côté américain, il n'y a pas le même type de paternalisme vis-à-vis de l'Afrique. Donc, il ne saurait y avoir de réaction « Papa J'ai Grandi » envers l'Amérique, qui n'a rien colonisé en Afrique en tant que tel. L'esprit de « Papa J'ai Grandi » s'adresse en premier lieu à la France et à ses réseaux de dictateurs et de roitelets en Afrique. A l'Amérique, nous reprochions simplement de recevoir en ses démocratiques terres des potentats et despotes qui meurtrissaient leurs peuples sans aucune merci. Dès lors, donc, qu'au mois de mars 2010, Hillary Clinton avait reçu l'héritier de la dynastie des Bongo au Gabon, alors même que ce dernier venait de se hisser frauduleusement au pouvoir après avoir hérité ce pouvoir du régime de 42 ans mis en place par son père, il nous fallait rappeler Hillary Clinton à l'ordre et lui dire que le Congrès des Etats-Unis et son propre Département d'Etat avaient de tous temps considéré le Gabon comme une dictature au sein de laquelle le peuple était incapable de choisir ses dirigeants. Il était donc mal indiqué qu'elle reçût un

L'INVITE

tel personnage en terre américaine. Et comme vous avez pu le constater, Obama a renoncé à accueillir les dictateurs africains aux Etats-Unis pour fêter avec eux le 50e anniversaire des indépendances comme il l'avait initialement projeté. A la place, il a préféré recevoir de jeunes leaders africains. Notre manifestation de juillet 2010 fut donc une vraie victoire pour nous et pour l'Afrique car en manifestant contre la venue d'Ali Bongo aux Etats-Unis dans le cadre du cinquantenaire, nous avons inspiré Obama qui a donc préféré ne recevoir aucun dictateur. Il faut noter au passage le camouflet fait à Nicolas Sarkozy, le français en chef, par Barack Obama. L'américain a préféré s'allier aux jeunes et donc à l'avenir de l'Afrique, alors que Sarkozy, nostalgique du passé colonial français, a choisi de recevoir la vieille garde qui tue le continent depuis 50 ans en complicité avec la France. Cela en dit long sur le rôle inhibiteur de libertés et de progrès que la France continue à jouer en Afrique.

Intégration:

Pour certains observateurs, il ne fait aucun doute que Daniel Mengara est l'homme qui a amené le président américain Barack Obama à renoncer de recevoir les présidents africains à la Maison Blanche pour justement célébrer le cinquantenaire des indépendances africaines. Comment vous vous y êtes pris quand on sait que la colonie gabonaise est très mince sur le sol américain ?

Daniel Mengara:

C'est simple, contrairement à la France et à nos dictateurs, les Américains respectent et écoutent les intellectuels. Chez eux, ce n'est pas le nombre, mais l'argument qui importe. Il a donc été très simple et facile de mettre Barack Obama

devant ses propres promesses et de lui démontrer comment, en recevant des dictateurs aux Etats-Unis, il risquait de compromettre toute chance de progrès démocratique en Afrique, ce qui serait en totale contradiction avec son discours d'Accra. Il avait également été simple de renvoyer Hillary Clinton et Barack Obama aux rapports du Congrès et du Département d'Etat américains eux-mêmes qui, sans tendresse, définissaient la famille Bongo comme une famille de criminels, de détresseurs de nation et de blanchisseurs d'argent. C'est donc la logique qui a triomphé, et Barack Obama a montré qu'il était prêt à écouter les Africains et leurs aspirations, et non définir ces aspirations à leur place comme la France le fait depuis l'époque de l'esclavage. Obama respecte l'Afrique alors que Sarkozy la veut esclave.

Intégration:

Comment expliquez-vous que autant Barack Obama se détourne des dirigeants africains, autant il le fait avec leurs opposants politiques ?

Daniel Mengara:

Je ne crois pas que Barack Obama se soit jamais détourné des vrais opposants. Il se trouve tout simplement qu'il n'y a pas de vraies oppositions en Afrique. En fait, il faut lire dans le discours d'Obama aux jeunes qu'il a réunis à Washington début août la réponse à donner à cette question. Obama a été clair : il appartient aux Africains et non aux Américains de venir libérer l'Afrique à la place des Africains. Bien au contraire, il a demandé aux Africains d'affirmer concrètement et de manière visible leur désir de liberté et à chaque fois qu'ils le feront, l'Amérique sera à leurs côtés. Ce discours, je pense, est celui qui appelle les Africains à la responsabilité. Aucune liberté ne s'est conquise par le miracle, la passivité ou la résignation. C'est aux Africains eux-mêmes de

faire chuter leurs dictateurs et Obama soutiendra ces luttes pour la liberté. Lutter pour la liberté ce n'est pas, à mon sens, le spectacle que nous donnent les oppositions africaines de nos jours. Ces oppositions corrompues qui se font complices des pouvoirs en place pour le partage du gâteau. Je pense qu'Obama pense plutôt à ces opposants et à ces peuples qui rechercheront la liberté par tous les moyens possibles et qui n'attendent pas que le miracle du changement et la chute des dictateurs leur viennent de Mars ou du ciel de Dieu le père. Obama dit : Vous voulez la liberté, arrachez-la et



nous serons à vos côtés. Il a mis la balle dans notre camp, dans le camp des jeunes générations qui aspirent à mieux.

Intégration:

Jusqu'à présent beaucoup se demandent encore pourquoi vous n'avez pas figuré parmi les candidats à la succession de Omar Bongo.

Daniel Mengara:

L'histoire est trop longue sur ce sujet. Je fus en fait dans le processus de me porter candidat, mais la Cour constitutionnelle a jugé utile de rejeter ma candidature dans le cadre d'une décision que je juge non seulement arbitraire, mais

aussi illégale. Mais il semble selon les informations dont je dispose que ce régime craignait la candidature de quelqu'un comme moi, c'est-à-dire un opposant qu'ils ne maîtrisaient pas et dont le discours radical, qui rejoint l'appel à la responsabilité de Barack Obama, pouvait mener à une insurrection libératrice au Gabon. Vous comprenez aussi que, étant le fondateur d'un mouvement appelé « Bongo Doit Partir », le régime ne pouvait que redouter une approche insurrectionnelle dans ma logique de prise de pouvoir dès lors que j'avais annoncé que ce n'est pas par les urnes que le changement arrivera au Gabon, mais dans

d'argent détourné qu'Omar Bongo gardait dans ses coffres du palais du bord de mer. C'est de là qu'il finançait les campagnes du parti au pouvoir. Sa disparition a tout simplement fait que ce soient ses enfants qui prennent le contrôle de ce pactole, sans lequel le parti au pouvoir n'aurait pu financer sa campagne. La famille Bongo a donc tout simplement fait chanter le régime et pris financièrement en otage le parti, ils n'avaient qu'un seul choix : c'était soit un Bongo, avec tout l'argent laissé par le père dictateur, soit rien. Vous comprenez que le régime, qui avait peur de perdre l'élection et de se retrouver confronté à une chasse aux sorcières si l'opposition gagnait, a simplement choisi la survie sous Bongo le fils. Un mariage d'intérêt, donc. Il y a aussi, en face, l'extrême faiblesse d'une opposition qui n'a jamais compris que le pouvoir ne se donne pas, il s'arrache. Parce qu'elle manqua cruellement de stratégie de prise de pouvoir, l'opposition gabonaise ne put vraiment jamais inquiéter le régime. Résultat, le Gabon est désormais un pays à Présidence héréditaire.

Intégration:

Vous dites : « Bongo doit partir ». Que dites-vous à ceux qui rétorquent que c'est plus facile à dire qu'à faire.

Daniel Mengara:

C'est facile à dire, mais c'est aussi facile à faire. Tout est une question de volonté et de stratégie de prise de pouvoir. J'estime que le régime en place a pu résister, non pas parce qu'il est fort, mais plutôt parce que l'opposition gabonaise est naïve, faible et désorganisée. Je ne crois pas que le régime en place puisse résister plus de deux semaines à l'action concertée d'une opposition visant à une prise de pouvoir immédiate par tous les moyens possibles. Le malheur du Gabon c'est d'avoir

suite:page 16

Guinée Equatoriale

OBIANG FAIT EXECUTER QUATRE OFFICIERS

Malgré les protestations de Amnesty Internationale. Obiang dit faire justice après avoir échappé à un coup d'Etat. Louche.

Ils s'appelaient José Abeso Nsue, Manuel Ndong Anseme, Alipio Ndong Asumu et Jacinto Michá Obiang. Officiers de l'armée de la République de Guinée Equatoriale. Dans la journée du 21 Aout dernier, ils ont été exécutés par un peloton immédiatement après avoir été condamnés par le tribunal militaire de Malabo de tentative de coup d'Etat le 17 Février 2009. A en croire l'Organisation de la Presse Africaine (OPA), José Abeso Nsue avait demandé un tête à tête avec sa famille avant son exécution. Mais quand sa femme et son fils sont arrivés une heure seulement après, les bourreaux de Obiang Nguema, l'homme qui tua son propre oncle pour arriver au pouvoir, avaient déjà terminé leur odieuse besogne.

Ces quatre hommes résidaient au Benin. Mais en janvier de cette année, un commando infiltré au Benin par le dictateur Obiang Nguema Mbazogo Theodore les ramena de force à Malabo où ils furent d'abord jetés en prison et soumis aux pires tortures. Selon les autorités équato-guinéennes, ils auraient avoué leur implication dans ce coup de force qui aurait mit fin à une dictature qui dure depuis 1979. Amnesty Internationale affirme être en possession de rapports indiquant que les quatre hommes avaient été forcés, sous l'effet de la torture, de confesser d'avoir prit part à cette tentative de coup

d'Etat qui au reste est encore à prouver d'avoir effectivement eut lieu.

Erwin Van Der Broght, le chef du département Afrique de Amnesty internationale n'a pas hésité à condamner ces exécutions. « Ces quatre officiers ont été condamnés après un procès injuste puis exécutés avec une rapidité extrême sans avoir le temps de pouvoir faire appel à leur sentence », s'écrit Der Broght qui poursuit que : « La Guinée Equatoriale doit cesser les enlèvements, tortures et exécutions de ses citoyens ».

On se souvient que le 17 février 2009, le palais présidentiel de Malabo avait été



Le bourreau de Malabo

objet d'une attaque par des assaillants venant de la mer. Les autorités équato-guinéennes dans un premier temps ont accusé les indépendantistes nigériens du Delta du Niger. Ces derniers avaient alors démenti toute implication dans cette attaque. N'empêche que les équato-guinéens avaient

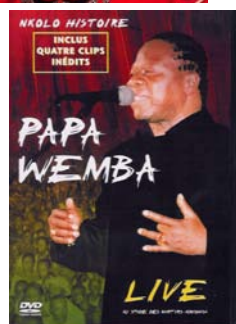
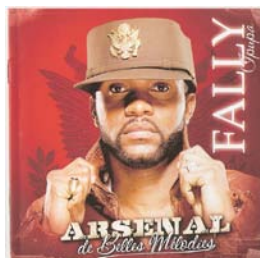
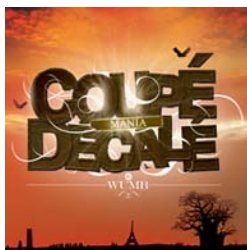
lancé une vendetta contre les ressortissants nigériens. Sept pêcheurs et commerçants nigériens capturés en pleine mer au moment des attaques furent condamnés à 12 ans d'emprisonnement chacun.

Ngankui Jean Blaise



The Motherland Entertainment and Distribution:
Votre Distributeur
exclusif de musique Africaine
CD et DVD.
347-965-7901

Commandez dès maintenant
au
347-965-7901



AFRIQUE

UNICEF Refocuses on Poorest of Poor Children

UNITED NATIONS (AP) — The U.N. children's agency says it has failed to reach millions of the world's neediest boys and girls in slums and remote countryside and is shifting to a strategy of getting critical health care services to the poorest of the poor.

UNICEF's new approach would likely concentrate more on such initiatives as training rural health workers and building schools in remote areas, and less on building big modern hospitals and universities in cities, said Charlie McCormack of the non-governmental Save the Children, which UNICEF consulted. It would cost less but also demand more planning and effort, he said.

"This is a refocus for UNICEF, ensuring that equity reaches into the most deprived areas," the agency's new executive director, veteran American diplomat Anthony Lake, told The Associated Press.

The UNICEF report comes ahead of a global summit to study the U.N.'s Millennium Development Goals — objectives it set 10 years ago to halve rates of fatal disease, illiteracy, hunger and poverty by 2015 from what they were in 1990.

It says the global mortality rate for children under 5 has been reduced from 90 to 65 per 1,000 live births since 1990. But it notes that mortality rates for infants and toddlers remain high in especially destitute regions such as sub-Saharan Africa, where one of seven

children died before their fifth birthday in 2008.

In developing countries overall, boys and girls from the poorest 20 percent of households are twice as likely to die before age 5 as those from the richest 20 percent, the report says.

Dr. Paul Farmer, co-founder of the Boston-based Partners in Health, said in an e-mail from Rwanda that UNICEF's new strategy, "is an important step toward moving resources down the steep slope of inequality to the children living, and often dying, in poverty around the globe." His internationally renowned charity uses the same strategy to provide direct health care services to some of the most destitute communities in Haiti and parts of Africa.

"They are right to point out that reported decreases in child mortality belie ballooning inequality and worse outcomes among the most vulnerable: kids on the street and in shanty towns, child laborers and child soldiers, orphans and victims of sex trafficking," Farmer wrote.

Lake, a foreign policy expert who advised President Barack Obama during his electoral campaign and served as national security adviser in Bill Clinton's administration, said that the women health workers he watched helping devastated families last month in flood-ravaged Pakistan confirmed that community-based programs can reach the world's neediest better than modern urban hospitals and state-of-the-art research centers.

"They are the heroes in the fight against the second wave of disease," Lake said of the 96,000 employees in Pakistan's Lady Health Workers program, who provide preventive care and education to more than 90 percent of the nation's rural population. The women have a secondary school education and are trained to provide mostly maternal and child health care and education to about 100 households in each of their villages.

Lake said that extensive data analysis since he joined UNICEF in May shows that grass-roots health, education and other development programs inside the most vulnerable communities could improve the lives of the world's poorest children significantly and ensure they live long enough to go to school.

The findings are contained in UNICEF's annual report, "Progress for Children: Achieving the MDGs with Equity." It comes as U.N. member states start taking stock this month of progress made in the decade since they set Millennium Development Goals — the so-called MDGs — for improving life in developing countries.

Along with community outreach, UNICEF is also studying conditional cash transfers, which reward

Anita Snow, AP

Programme alimentaire mondial des Nations Unies (PAM) / Repas scolaires au Cap Vert / Un succès national

Par: African Press Organization (APO)

Après plus de 30 ans de collaboration entre le Programme alimentaire mondial des Nations Unies (PAM) et le Gouvernement du Cap Vert, le pays vient de reprendre à son compte le programme national de repas scolaires. Une initiative exemplaire pour de nombreux autres pays en développement.

Le programme de cantines au Cap Vert date de 1979, quatre ans après l'indépendance de ce pays d'Afrique de l'Ouest. A cette époque les programmes dépendaient entièrement du PAM pour un appui financier, technique et logistique. Dès 2007, le gouvernement a pris le relai dans la gestion et l'implantation des programmes, avec un partage des financements au départ de 15% qui a progressivement augmenté pour atteindre aujourd'hui les 100%.

"Les activités du PAM ont largement contribué au succès du système éducatif cap-verdien, à la lutte contre la pauvreté" a expliqué le Premier Ministre du Cap Vert, José Maria Neves, aux côtés de Josette Sheeran, Directrice Exécutive du PAM dont le siège a accueilli une cérémonie aujourd'hui à cet effet.

"Sans les efforts du PAM, les cantines scolaires n'auraient jamais vu le jour. Ces repas améliorent la nutrition infantile, essentielle au développement de la population du Cap Vert. Il s'agit d'un investissement primordial dans l'avenir du pays qui vise à renforcer la

cohésion sociale et améliorer les conditions de vie".

Pour sa part, Josette Sheeran souligné que le Cap Vert est exemplaire en matière de lutte contre la faim. "L'implication du gouvernement du Cap Vert envers les enfants malnutris est précisément le type d'engagement dont nous pouvons être fiers. Nous espérons que d'autres gouvernements tireront les leçons de cette réussite".

Un repas scolaire quotidien assure le développement physique et intellectuel des enfants de manière efficace. C'est un investissement dans l'avenir de ces enfants et dans celui de leur pays. Un repas scolaire nutritif améliore l'assiduité et permet aux enfants de mieux se concentrer pendant les cours.

Le travail du PAM au Cap Vert continuera sous la forme d'appui technique auprès du gouvernement. Ces collaborations ont pour but de réduire les coûts de l'approvisionnement local des cantines.

Depuis 1993, huit pays africains font partie des 38 états qui ont réussi à reprendre la gestion intégrale des programmes de cantines. Le Cap Vert se trouve par ailleurs en bonne voie pour atteindre les Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD) d'ici 2015.

Le PAM a mis en place le système de repas scolaires il y a 45 ans et fournit un repas quotidien à près de 22 millions d'enfants dans plus de 60 pays.

Caribbean

Caribbean fights dengue outbreak

Severe outbreaks of dengue fever, a potentially serious mosquito-borne virus, have been reported across the Caribbean.

Thousands of cases have been reported along with scores of deaths. The latest death was reported on Thursday in the Dominican Republic, where a 10 year old boy died in the city of Santiago.

"The child arrived with gastrointestinal bleeding ... the doctors did their best to save his life, but our efforts were in vain, because it came at a very critical state," said the director at Arturo Grullon hospital, Rosa Morel.

That brought the death toll from dengue so far this year reported in the city alone rose to 22 of whom

21 were children, medical sources told the Spanish news agency Efe.

Earlier this week, the authorities in Martinique and Guadeloupe called in French soldiers to help curb the spread of dengue fever, which has killed at least 13 people since February. Official figures show that both territories have each reported more than 7,000 new cases of the mosquito-borne illness during the first two weeks of this month alone.

Barbados has reported 98 cases, 18 of which had resulted in hospitalisation. In Trinidad and Tobago,

where three deaths have been reported, the authorities have warned that the peak period for the disease



The aedes egypti mosquito carries dengue

is yet to come.

Chief Medical Officer Dr Anton Cumberbatch said that based on past trends, the Caribbean Epidemiology Centre (Carec) had determined that the most cases were recorded in September,

October and November.

There were 1,200 cases of the virus up to 10 August in the two-island territory.

The Cuban government reported this week the existence of 67 cases of "imported" dengue fever.

Juventud Rebelde newspaper quoted the head of the Health Ministry's Transmissible Diseases Department, Otto Reinaldo Pelaez, as saying Cuba is the only country where the disease is present but active transmission is not occurring. He said the cases were all "citizens who entered (the country) already sick,"

and he insisted that "no indigenous cases of dengue at this time."

The most up to date figures for the entire Caribbean are not available but in its last alert issued on 7 July, the Pan American Health Organisation said there were 38,838 cases, and 23 confirmed deaths, up to that time.

"The health sector should make every effort in the diagnosis and treatment of dengue patients to prevent deaths while strengthening the structures of vector control ..", the PAHO alert said.

Pédophilie dans l'Eglise belge: des centaines de témoignages

Un rapport officiel dévoilé vendredi rend public les déclarations de très nombreuses victimes de prêtres et recense 13 suicides liés à ce type d'abus. Aucune congrégation n'y aurait échappé, selon le document.

C'est «le dossier Dutroux de l'Eglise». L'Eglise catholique de Belgique, secouée par des scandales de pédophilie, a levé vendredi un coin du voile avec la publication d'une centaine de témoignages de victimes de prêtres. Ce rapport, fruit du travail de la «commission pour le traitement des plaintes pour abus sexuels dans une relation pastorale», mise sur pied par l'Eglise mais dirigée par un pédopsychiatre indépendant, Peter Adriaenssens, est consultable sur Internet. On

y apprend notamment que ces abus auraient poussé 13 victimes à se suicider.

La plupart des témoignages (500, au total) concernent des faits commis depuis les années 50 jusqu'à la fin des années 80 par des ecclésiastiques, mais aussi des professeurs de religion ou des accompagnateurs de mouvements de jeunesse. La commission a établi «qu'aucune institution, ni aucun établissement scolaire, à plus forte raison lorsqu'il est doté d'un internat, n'échappe à l'abus sexuel de mineurs par un ou plusieurs de ses membres». Deux tiers des témoignages proviennent d'hommes, pour un tiers de femmes, en moyenne âgés de 50 à 60 ans aujourd'hui. Leur calvaire a commencé alors qu'ils n'avaient en moyenne que 12 ans. Pour

certain, les faits ont débuté alors qu'ils n'étaient âgés que de deux ou cinq ans.

Parmi les témoignages on retrouve notamment celui d'une femme abusée à l'âge de 17 ans par un prêtre, qui avait tenté de se confier à un évêque en 1983. Ce dernier lui aurait alors répondu: «Cessez de le regarder, il vous laissera tranquille», rapporte-t-elle. «J'avais 17 ans quand la relation abusive a commencé», écrit une autre victime, exilée aujourd'hui aux États-Unis. «Quand je ne passais pas chez lui le soir, il téléphonait à mes parents, leur donnait une raison pour que j'y aille, il était un grand ami de la famille».

«On se rend compte qu'on était tout à fait mal informé et que l'on ne savait pas la gravité des choses et le fait que ces victimes étaient

blessées à vie», a réagi vendredi l'évêque de Tournai, Guy Harpigny, chargé de la question de la pédophilie au sein de l'Eglise belge. «Certains ont commis des suicides. C'est extrêmement grave. La mentalité est en train de changer et je crois que les autorités dans l'Eglise sont prêtes aussi à agir dans ce changement».

Un déluge de plaintes a déferlé sur la commission après la démission forcée le 23 avril de l'évêque de Bruges, Roger Vangheluwe, qui a reconnu avoir abusé sexuellement de son neveu mineur entre 1973 et 1986. «Les victimes attendent et méritent une Eglise courageuse qui ne craint pas d'être confrontée à sa vulnérabilité, de la reconnaître, de coopérer à la recherche de réponses équitables», a expliqué le professeur Adriaenssens.

L'ancien primat de Belgique, le cardinal Godfried Danneels, a été accusé d'avoir tenté d'étouffer plusieurs de ses affaires pour protéger l'image de son institution. Mais l'enquête judiciaire entamée pour vérifier s'il y a eu dissimulation a subi un coup d'arrêt jeudi avec l'invalidation de perquisitions spectaculaires menées le 24 juin au siège de l'Eglise belge, au domicile du cardinal Danneels et au sein de la commission Adriaenssens.

L'Eglise est censée présenter lundi prochain une nouvelle «initiative» pour poursuivre l'accompagnement des victimes de prêtres.

Flore Galaud (Le Figaro)

OPINION

les ambiguïtés de la politique africaine de la Mauritanie

Yaya KANE

Le premier ministre mauritanien Mohammed Ould Laghdaf représentera son pays à la 15^{ème} conférence des chefs d'Etat et de gouvernement de l'Union Africaine du 25 au 27 juillet prochain à Kampala en Ouganda. Les participants occulteront à juste raison les crises politiques dans les pays de l'Union comme les crises malgache, guinéenne ou nigérienne pour se consacrer entièrement à la problématique de la santé maternelle, néo-natale et infantile et le développement en Afrique. Les observateurs s'interrogent cependant sur l'absence répétée de Ould Aziz à plusieurs rendez-vous et y voient d'un mauvais œil synonyme d'une diplomatie orientée plus vers les pays arabes. A l'évidence, il suffit de jeter un coup d'œil sur le nombre de capitales arabes visitées par la nouvelle ministre des affaires étrangères Naha Mint Hamdi Ould Mouknass depuis sa nomination et le soutien inconditionnel de Ould Aziz à Omar El Béchir. C'est un secret de polichinelle. la Mauritanie accuse un retard considérable en matière de réduction de la mortalité infantile et de l'amélioration de la santé maternelle. En effet, beaucoup de femmes continuent de mourir tous

les jours surtout dans les zones défavorisées des suites de grossesses ou d'accouchements et pourtant il existe des connaissances et des moyens pour les sauver. Pas étonnant que le pays soit classé depuis des décennies pratiquement derrière ses voisins du Maghreb voire la sous-région ouest africaine. Le sommet de Kampala vient donc à point nommé pour permettre aux pays notamment retardataires de rattraper le train en marche pour mieux préparer les objectifs du millénaire pour le développement. Hormis l'aspect symbolique, la présence des chefs d'Etat est un marqueur positif dans le processus d'intégration régionale. Au delà à partager cette expérience visiblement cette troisième absence de Ould Aziz à côté de ses pairs est mal comprise par les observateurs qui y voient un déficit chronique de l'expression politique du président mauritanien sur le plan national et un flou qu'il laisse planer autour de sa diplomatie africaine en particulier quand il s'agit de soutenir le président Omar El Béchir visé par un mandat d'arrêt de la cour pénale internationale pour crime de guerre et crime contre l'humanité au Darfour en le recevant à Nouakchott d'une part et

d'autre part en assistant personnellement le 27 octobre dernier à la prestation de serment du chef de l'Etat soudanais à l'occasion de sa réélection. D'ailleurs, cette 15^{ème} conférence a failli encore diviser l'Union à cause des tergiversations diplomatiques ougandaises relatives à l'invitation du « fugitif » soudanais, soutenu par la plupart des pays membres dont la Mauritanie qui ne veulent pas coopérer avec la justice internationale, prise de position fustigée par les organisations internationales des droits de l'homme. Mais cette solidarité avec Khartoum justifie-t-elle autant que Ould Aziz se débîne à chaque sommet africain? C'est l'arbre qui cache la forêt. La Mauritanie à l'instar de 35 pays du continent sur 53 n'a pas toujours ratifié la convention unique de l'UA sur les déplacés internes, rapatriés et réfugiés, votée en octobre dernier dans la capitale ougandaise à l'occasion d'un sommet spécial auquel le président mauritanien n'a pas participé et d'ailleurs boudé par la plupart des chefs d'Etat africain. On devine mal que Nouakchott joue plus vite que les violons car tout membre signataire a obligation de poursuivre pénalement des personnes qui commettent des viola-

tions graves du droit international. Et l'on comprend mieux l'une des raisons au moins du retard du règlement du passif humanitaire et son dommage collatéral, la réconciliation nationale. Comment ne pas s'interroger sur l'exil doré de Ould Taya au Qatar et le silence qui entoure son impunité pour les crimes commis durant son règne? Et comble de paradoxe, parallèlement à cette politique de fuite en avant, le locataire de la Maison brune à seulement une année de son quinquennat se presse pour assister aux cérémonies du 14 juillet à Paris en y envoyant défiler une unité de son armée et quelque temps auparavant en répondant présent à Nice pour le sommet France-Afrique. Deux poids deux mesures dont l'explication réside dans le fait que le président des « pauvres » a choisi son camp pour financer son programme de lutte contre la pauvreté et l'insécurité. Le soutien de l'Union européenne, des pays arabes et musulmans à la dernière réunion de Bruxelles avec les bailleurs de fonds est très significatif. Ce saupoudrage de la politique africaine de Ould Aziz trouve son prolongement dans la création même d'un département aux Affaires Africaines rattaché à la primature dont les prérogatives ne sont toujours pas bien définies et confié à Coumba Bâ qui fera son premier baptême de feu à Kampala. D'aucuns y voient une mainmise du chef du gouvernement pour faire passer à dose ho-

méopathique ses réformes y compris celles relatives à l'arabisation dans l'administration. C'est incontestable, la volonté politique d'intégration sous-régionale de la Mauritanie ne souffre d'aucun complexe au niveau du CILSS(Comité inter Etat de lutte contre la sécheresse au Sahel), de la CEAO(Communauté Economique de l'Afrique de l'Ouest) mais inexistante au niveau de la CEDEAO(Communauté des Etats de l'Afrique de l'Ouest) à cause de sa sortie en 2002. Cependant elle est cahinchaha au niveau de l'OMVS(Organisation pour la mise en valeur du fleuve Sénégal) que les événements de 89 entre le Sénégal et la Mauritanie ont failli capoter. D'Ould Daddah à Ould Aziz, rien n'a changé fondamentalement depuis le virage pris par la Mauritanie en adhérant à la ligue arabe en 1973. Les différents locataires du palais de Nouakchott n'ont jamais caché leur préférence au monde arabe. Il est temps que la diplomatie mauritanienne sorte du vieux clivage entre pro-arabes et pro-africains pour abonder dans le sens des intérêts de tous les mauritaniens condition sine qua non d'une Mauritanie Nouvelle unie et débarrassée de tous les préjugés, capable de s'adapter aux évolutions de la société mauritanienne et du monde pourquoi pas s'imposer un jour dans la sous région.



2059 Mc Graw Ave Suite 12 E Bronx New York 10462

Tel: 646-796-8159/Fax: 347-281-4490

Integrationnews@hotmail.com

www.integrationnews.com

Directeur de Publication

Franck Felix Gutenberg K

Responsable Commercial & Marketing

Taous Bennai

Redacteur en Chef

Celestin Ngoa Balla

Collaborateurs

Sany N. Sammuel

P.Essindi

Biambi Thomas

Ngankui Jean-Blaise

Montage

Paul Teller

Assistants

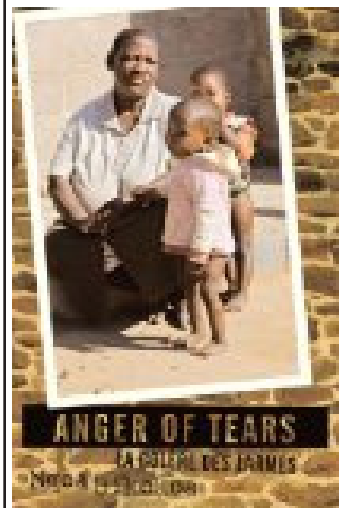
Brian Nawroth

Curtis Williams

Marc Tenzer

La Colere Des Larmes

Prenez rendez-vous avec celui que Moshe Libah, poète, peintre et ancien ambassadeur d'Israel au Cameroun aimait appeler "le plus doué des poètes de sa génération".



\$ 15

Contact:347-488-7093

NGOA BIKOKOA

*"Il pleut
Il pleut sur mon pays
Une pluie
Qui ne finit pas"*

Spectacle

TALA ANDRE MARIE A NEW YORK

Le pape du tchamassi et du bend skin vient célébrer le cinquantenaire de l'indépendance du Cameroun avec la diaspora.

Par: *Franck Felix Gutenberg*



Le pape du tchamassi en action

L'histoire est très peu connue. C'est avec Tala André Marie que s'ouvre l'épisode des grandes vedettes de la chanson américaine plagiant des musiciens camerounais. C'est en effet personne d'autre que James Brown qui reprend sans autorisation le titre Hot Koki avec lequel Tala signe un succès international dans les années 70. Portée devant les tribunaux, l'affaire fut remportée par le fils de Banjoun.

Depuis lors, il ne passe pratiquement plus d'année sans voir l'icône de la musique camerounaise signer un concert aux USA. C'est en respect de cette tradition

que André Marie Tala monte sur le podium le 25 Septembre prochain à New York. A l'invitation de l'association Haut Nkam, André Marie Tala arrive pour célébrer avec la diaspora le cinquantenaire de l'indépendance du Cameroun.

Il n'a que quatre ans lorsque Tala André Marie perd sa mère. Huit ans après, c'est son père qui passe de vie à trépas. Et comme si Tala n'avait encore assez vu, il est atteint de cécité à l'âge de 15 ans. Mais c'est à ce moment que André Marie Tala s'éprend aux charmes de la musique. Il lance un premier groupe baptisé « The Rokcs Boys », qui plus tard vont muter en « The

Black Tigers », avec comme autre fameux guitariste Sam Fan Thomas. Avec l'aide de Manu Dibango, André Marie Tala sort son premier disque en 1972. Depuis l'on ne compte plus le nombre de titres à succès et de brillantes performances réalisées, à travers le monde entier par le pape du Tchamassi et du Bend skin. Spectacle assuré donc le 25 septembre.

Consty Eka débarque à New York dans les prochains jours. Il sera le présentateur d'un concert regroupant des musiciens camerounais, ivoiriens et guinéens. L'événement clôture l'African Day Parade qui démarre le 28 septembre.

LE BIKUTSI-MAN DE HOLLYWOOD

L'ancien danseur de renom est devenu musicien.

Vous souvenez-vous de Noah Andzongo ? C'est l'un des noms les plus illustres de la danse camerounaise. La preuve : en 1994, il est à la tête d'une brochette de ce que le Cameroun compte, à cette époque de meilleurs danseurs, pour accompagner les Lions Indomptables pendant la campagne du mondial américain. Ce voyage arrive en fait à la suite de bien d'autres, mais pour l'artiste, le tout premier demeure le plus mémorable. « *Je me souviens de mon premier voyage hors du Cameroun pour une tournée qui nous a conduit en Allemagne, Suisse, Belgique et France j'avais à peine 18 ans. je crois que ce voyage a été pour beaucoup dans ma carrière* », indique Noah Andzongo qui se fait au passage le point d'honneur de s'être « *produit devant le chef de l'Etat Camerounais en No-*

vembre 89 ou 90 ».

Mais comme il est de tradition chez les danseurs camerounais, Noah Andzongo profitera d'une de ces sorties pour s'installer à l'étranger. « *Après la coupe du monde, j'ai décidé de m'installer à Los Angeles en Juin 1994* », dit-il avant de tenter de s'expliquer : « *à l'époque, le danseur n'était pas vraiment considéré au Cameroun....et ça m'étonnerait que les choses ont changé de nos jours. Dès lors, qui s'étonnerait que la vague de valeureux danseurs de ma génération ne vient plus au pays....parce que la danse nourrit son homme à l'étranger* ».

Le moins que l'on puisse dire est que le danseur camerounais entame en Amérique sa carrière sur les chapeaux de roue. « *Je me suis produit en levé de rideau pour les Roll-*

ing Stones en 1994 à Pasadena. Et je ne peux compter le nombre de spectacles, festivals qui avaient suivi », dit l'ancien danseur du groupe Baobab de Paul Kengmo. Et dès qu'il a prit sa retraite dans la carrière de danseur professionnel, Noah Andzongo a entamé de dispenser des cours de danse dans des écoles et d'autres institutions culturelles de Californie.

Ces derniers temps, le natif d'Etoudi a embrassé une mode qui flotte dans l'air chez la plupart des grands noms d'antan de la danse camerounaise. Comme, entre autres, Ayissi le Duc avec qui il partagea plusieurs fois la rampe, Noah Andzongo vient de se lancer dans la carrière musicale. « *Le passage de la danses Africaine à la chanson est assez facile en fait. Je dirai, pour tout simplifier, que j'ai appris*

à chanter en même temps que je poursuivais ma carrière de danseur », dit l'artiste camerounais qui avoue qu'il lui a fallu quand même travailler d'arrache pied pour améliorer sa voix et réussir l'écriture de ses textes.

Sans fioritures, Noah Andzongo se dit : « *entièrement satisfait du résultat* ». L'opus qu'il vient de mettre sur le marché vient pour le témoigner. C'est un album de dix titres constituant une variété de genres camerouno-caribéens. Car Noah Andzongo dit avoir voulu plaire à un éventail aussi large que possible. Quant à eux, les thèmes dans les dix chansons de cet album viennent du vécu quotidien, l'amour, les bons conseils, etc. Et pour ne pas louper sa sortie, Noah s'est entouré des services de certains de ceux que le Cameroun peut compter de fins musiciens

aux quatre coins des USA : Huit Kilo, Fifi Ribanna, Martino Atangana, Josman Mbel-la, Bobby English, Rachid, Fefe Bekombo et Guy Lobe. Avec Fred Doumbe depuis ses studios de New York aux arrangements. « *L'album a été très bien reçu ici à Los Angeles* », dit Noah Andzongo qui achève en traçant son plan de promotion : « *J'ai déjà commencé par une mini tournée en Europe pour la Promo de l'album au mois d'Avril dernier, et je compte me rendre au Cameroun au mois de Novembre pour présenter l'album au pays. Ici sur place aux USA je le fais étape par étape pour le moment je suis encore dans la côte ouest et j'évolue doucement vers la côte Est.* »

NBC

Coupe du monde de Basket

SORTIE PEU HONORABLE DE L'AFRIQUE

L'Angola, la Côte d'Ivoire et la Tunisie ont donné la preuve de la pauvreté du basket africain.

«*Le peuple angolais devrait être fier de ce que nous avons produit au cours de ce tournoi* ». C'est le basketteur angolais Joaquim Gomes qui tient ces propos à l'issue d'un match au cours duquel son équipe a été pulvérisée par les USA (121-66). Et l'aventure de l'Angola prenait fin dans cette coupe du monde qui se dispute en Turquie depuis le 28 Aout dernier et prendra

secutive à la phase finale de la coupe du monde. Classée actuellement 12e par la Fédération Internationale de Basket-ball, l'Angola aura signé chez les africains un parcours exceptionnel lui permettant de passer au second tour. Avec sept points à son compte et classée mieux que l'Allemagne et la Jordanie dans le groupe A évoluant à Kayseri l'Angola devait malheureusement

être parmi les favorites : 70-91. La dent de scie reprend du cran face à l'Allemagne : 92-88. Puis avant le coup assassin des américains, l'Australie s'était chargé de faire plier les angolais : 55-76. «*Pour nous jouer la coupe du monde aux cotes des meilleures équipes fut un honneur et, je crois mis à part la défaite lourde face aux USA, nous avons fait un bon rendement* », termine Joaquim Gomes.

Quant aux ivoiriens qui avaient obtenu leur ticket en s'imposant face au Cameroun, l'aventure turque se résume en une cuisante désillusion. Mis à part la surprenante victoire face à Porto-Rico (88-79), les Eléphants ont aligné les défaites face à la Turquie (47-86), la Chine (73-83), la Russie (66-72), la Grèce (60-97). Pour passer au tour suivant, la Côte d'Ivoire qui sort avec six points, se devait de battre Porto Rico avec une marge de 12 points. Le miracle ne s'est pas produit. Mais c'est la Chine qui a dit merci. Le faux pas des américains a ouvert les portes du second tour aux chinois pas très en forme. «*Mes joueurs ont réussi à battre l'une des meilleures équipes de basket au monde. La Côte d'Ivoire prend ceci pour un nouveau départ, un nouveau cycle qui vise la victoire au championnat d'Afrique l'an prochain* », parie le coach des Eléphants Randoald DESSARZIN.

La Tunisie était l'invité surprenant de cette coupe du monde. Après une dé-



L'équipe de Côte d'Ivoire

faite face au Cap Vert pendant l'Afro-Basket 2009, personne ne payait cher la peau de ces tunisiens qui avaient encore à croiser le Cameroun et la RCA. Au finish les tunisiens sont médaillés de bronze africains. Mais en Turquie, aucun cadeau ne leur est fait. Cinq défaites en cinq matches : Slovaquie (56-80) ; Brésil (65-80) ; Iran (58-71) ; Croatie (64-84) ; USA (57-92). Si l'on peut attribuer un exploit à la Tunisie pendant ce tournoi, c'est celui d'avoir fait de la résistance face aux américains pendant les deux

premiers quarts de jeu (33-39). «*Pour une première participation de la Tunisie à une phase finale de coupe du monde, je pars satisfait de ce que nous avons accompli. Une nouvelle page de l'histoire est écrite sur le sport tunisien. Nous allons essayer d'investir de l'argent pour pouvoir être capable de compétitionner dans le haut niveau* », a déclaré le coach tunisien Adel TLATLI.

Biambi Thomas



L'équipe d'Angola

fin le 12 Septembre. Trois équipes africaines faisaient partie des vingt-quatre prétendants au sacre mondial. Pour accompagner l'Angola, il y avait la Côte d'Ivoire et la Tunisie. Le moins que l'on puisse dire est que la coupe du monde de football jouée en Afrique du Sud au milieu de cette année, ne sera pas l'unique preuve pour les africains de mesurer le retard qu'ils affichent face aux autres continents où l'on met du souci dans la bonne structuration de l'activité sportive.

Pour l'Angola, le rendez-vous turc constitue la cinquième apparition con-

tomber directement sur l'équipe américaine donnée favorite du tournoi par la plupart des observateurs. La défaite sera cuisante au point où certains commentateurs ont avancé que le numéro un africain aurait également vu du feu si jamais il avait été en face de l'équipe nationale féminine américaine.

D'entrée face à la Serbie, l'Angola va tomber 44 contre 94. Les poulains de Luis MAGALHÃES prennent immédiatement la revanche sur la Jordanie : 79-65. Puis est arrivée sans surprise la déroute face à une équipe d'Argentine comptée en ef-



L'équipe de Tunisie

L'INVITE

eu, au pouvoir, une famille qui n'aime pas ce pays et qui s'active à le ruiner, et en face, dans l'opposition, des leaders plus enclins à partager le gâteau qu'à prendre le pouvoir. Tout le système politique gabonais, en fin de compte, n'est fait que de bongoïstes qui, dans l'opposition comme au sein du régime, protègent leurs ventres et s'établissent en complices des meurtrissures du peuple. Cela doit changer. Cela va changer.

Intégration:

Vous dites aussi que : « le Gabon ne peut changer sans la violence ». N'est-ce pas dangereux pour un homme politique de tenir de tels propos ?

Daniel Mengara:

Oui, c'est dangereux en effet quand on a la langue de bois et quand on fait de la politique au rabais, c'est-à-dire une politique animalière, une politique de positionnement, voire parasitaire. Ce que je dis aux Gabonais est que le

changement dans la violence est obligatoire. Vous savez, la politique est une science et il ne faut pas avoir un don de voyance pour comprendre qu'un peuple n'a que deux options pour obtenir le changement politique dans la paix. La

dire aux Gabonais : allez, nous quittons le pouvoir parce que la vierge Marie nous a rendu visite dans la nuit et nous a demandé de quitter le pouvoir. Mais vous conviendrez avec moi que cette option relève du fantasme le plus grossier.

**Daniel Mengara**

première option pacifique est celle que j'appelle le miracle de Jésus Christ, c'est-à-dire la possibilité que Ali Bongo et tous les membres du régime se lèvent un beau matin touchés par la grâce divine pour

La seconde option pacifique repose sur le libre exercice du vote, c'est-à-dire la possibilité pour les Gabonais de se rendre aux urnes avec la totale confiance que c'est bel et bien leur intention qui sortira des urnes. Là encore, les 42 ans de bongoïsme que le Gabon a traversés, et les 20 ans de multipartisme sans démocratie que le pays a connu depuis 1990, sont là pour montrer que la possibilité d'un changement pacifique par les urnes reste une utopie. Il reste ensuite que même quand le peuple voudra descendre pacifiquement dans la rue pour demander la démocratie, le régime ne manquera pas de s'abattre sur lui avec toute la violence policière qu'il pourra trouver. Dites-moi alors, quand un peuple ne peut pacifiquement changer ses leaders ni par la voie des urnes ni par des marches pacifiques, et encore moins par le miracle de Jésus Christ, quelle autre solution lui reste-t-il ? Tout ce que je fais donc, c'est éduquer les Gabonais à la réalité qu'aucune dictature n'est tombée sans violence. Il leur faut donc s'y préparer car c'est scientifiquement et mathématiquement inévitable. Le Gabon chang-

era dans la violence, qu'on le veuille ou pas. Ce n'est même pas un choix. C'est un passage obligé. Voilà pourquoi je pense que l'opposition, sachant cette réalité, ne doit plus perdre son temps dans des élections perdues d'avance. Elle doit tout

spect et admiration. Et cela passe nécessairement par la mise en valeur de chaque membre de la société. Ces leaders comprennent que la richesse des nations dépend du juste partage des opportunités de s'enrichir. Et c'est la somme de ces enrichissements qui font la richesse des nations. Les personnes animées par la vanité sont totalement l'opposé : elles ne pensent qu'à elles-mêmes, veulent être les plus grands, les plus forts, les plus riches et s'efforcent de priver tous les autres de l'opportunité de s'enrichir. Au final, ces leaders, consciemment ou inconsciemment, mènent leur nation à un état de dépérissement et de déperdition tellement profond qu'il limite toute possibilité de progrès national. C'est malheureusement à ce type de personnes que nous avons affaire en Afrique, c'est-à-dire ces dictateurs qui s'accaparent tout et ne laissent rien aux peuples. C'est cela qui explique aussi aujourd'hui la faillite de l'Afrique. La fierté est un trait fondamental pour tout leader qui veut la dignité pour son peuple. Voilà pourquoi vous verrez que les dictateurs d'Asie, qui ont un minimum de fierté en eux, arrivent quand-même à développer leurs pays alors que ceux d'Afrique, qui ne sont habités que par une vanité animalière, se satisfont d'être les seuls à profiter des richesses nationales. Il nous faut changer cette équation en Afrique. Nous devons trouver des leaders fiers, s'il en existe encore.

Propos recueillis par

Celestin Ngoa Balla

Grande Soiree Africaine du Cinquantenaire
1960 - 2010
Africa is United on the Greatest Event of The Year from Unity to Hope

50 Year of
Independence Celebration
Presented By The African Leadership Council Inc.
LIVE IN STAGE WITH BAND
TALA ANDRE MARIE
Saturday Sept 25 2010
Time 8pm to 3am
Gate Fee \$25.00 With first Drink
VIP Available Just a Call

Place: James Varick Community Center
151 West 136 Street New York, NY 10030
Severvino: 917-349-7255 **TRAIN**
CONTACTS Bernard 917-292-1951 D. B. 2 & 3
Seya Calvin 347-623-3599
Djomadji Gervais: 347-772-7851